

profit) et celle de la classe ouvrière. (4)

Bien entendu, si les travailleurs peuvent s'emparer du pouvoir « dans un seul pays », il est clair que le maintien de leur victoire passe par l'extension de la révolution aux autres pays. Peut-on imaginer une dictature du prolétariat en France entretenant des rapports de coexistence pacifique avec « ses partenaires européens » ?

Il est clair qu'on aurait là une intervention étrangère et pas seulement économique ! Le PCF croit si peu que ses « voies de passage pacifiques au socialisme » conduiront au socialisme que nulle part il ne mentionne cette possibilité et encore moins ne s'y prépare.

Et c'est parce que nous ne sommes pas des utopistes que nous affirmons qu'il n'y a pas de lutte révolutionnaire réelle sans stratégie internationale.

Nous republions ci-après « Où va le Parti ? ». Cette brochure a été écrite avant le coup d'Etat en Grèce, avant Mai 68, et avant l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie : c'est-à-dire, peut-être avant les trois bouleversements politiques les plus importants des dix dernières années. Nous n'avons pas la prétention de dire que nous avons prévu ces événements, mais nous avons celle d'affirmer que cette brochure permettait d'armer bien davantage les militants que les tonnes de textes déversés par les P.C. à cette époque ; mieux, nous pensons qu'elle est encore aujourd'hui, même après tous ces événements, d'une utilité certaine aux militants révolutionnaires. Il est cependant évident — et la lecture attentive de la brochure le prouve — que Mai 68 a révélé le dépassement des conceptions tactiques et organisationnelles qui étaient les nôtres quant à la construction du Parti révolutionnaire : la conclusion de « Où va le Parti » laisse entendre qu'en dehors d'une intervention à l'intérieur du PCF, point de salut ! Ceci est radicalement modifié aujourd'hui où la possibilité existe d'intervenir, en pratique, sur le terrain de la lutte des classes, en dehors des organisations stalinienne. Y compris si on se fixe toujours comme but d'agir sur « ces milliers de militants décisifs de la classe ouvrière, actuellement organisés, directement ou au travers de la C.G.T. par le Parti », c'est maintenant l'intervention autonome possible des organisations révolutionnaires qui sera la plus démonstrative.

La crise du mouvement communiste international officiel a été historiquement alimentée par le développement de la révolution dans les pays sous-développés (5), nul doute que ce même développement de la révolution dans les pays d'Europe occidentale et orientale va l'accélérer. Presque TOUS les PC traversent des crises qui vont quelquefois jusqu'à la scission (Inde, Israël, Grèce, Espagne, Autriche, Italie, Finlande, Suisse...). Paradoxalement, c'est aujourd'hui que les perspectives révolutionnaires sont les plus grandes que le désarroi des militants communistes est le plus évident. A nous de transformer ce désarroi en prise de conscience et engagement révolutionnaire.

Paris le 3 décembre 1970

(4) Prenons-en simplement un exemple : tout le monde a été frappé par la fuite des capitaux de septembre 68 ; bien que tout soit rentré dans l'ordre, les financiers, eux, continuaient à se méfier. Tout le monde sait aussi que « le contrôle des changes » est bien davantage un bluff gênant les touristes, qu'une mesure efficace : il serait naïf d'espérer que les bourgeois respectent des lois qui les briment, à plus forte raison quand ils en sont les auteurs ! Nul doute que le développement d'une situation révolutionnaire aurait amené une hémorragie sans précédent, et que seul un contrôle ouvrier sur le contrôle des changes pouvait être efficace, et ceci, tout le monde l'aurait compris. Mais peut-on imaginer un système capitaliste fonctionnant sans secret bancaire ?

(5) Ce fut d'abord la révolution yougoslave : qui ne se souvient des ravages qu'a occasionné la lutte contre le titisme ? puis les révolutions chinoise, cubaine et vietnamienne.

où va le parti ?

Notre point de départ est la constatation d'un malaise qui se développe depuis quelques années, à divers niveaux, dans notre Parti.

L'unanimité d'usage aux conférences fédérales (et tout naturellement au Congrès) ne peut dissimuler que des camarades se posent des questions, contestent tel ou tel point de la ligne, alors que les autres approuvent, moins par conviction que par habitude, manque d'idées ou absence de formation.

Les manifestations les plus visibles de ce malaise sont l'absentéisme aux réunions de cellule(1), le fait que de nombreux camarades ouvriers substituent au travail politique l'activité syndicale, et enfin l'incapacité du Parti à retenir les jeunes (2).

Pourtant il est vrai que, dans de nombreuses cellules - surtout à Paris - on peut pratiquement dire « ce qu'on veut ». Mais cette liberté est formelle tant qu'elle ne permet pas concrètement de proposer d'autres analyses et d'autres mots d'ordre. Dans ces conditions, on a beau jeu de taxer d'« irresponsable » toute critique sérieuse ; l'argument « que proposes-tu à la place ? » est bien connu des camarades qui hésitent, ou ne voulaient pas appeler à voter Mitterand. On leur demande, en quelque sorte, de présenter dans la minute qui suit la ligne cohérente et complète d'un Bureau Politique de rechange. Deux cas peuvent se présenter alors :

— Le camarade a une ligne globale (ou pense l'avoir) ; dans ce cas il ne sera pas, en général, toléré très longtemps dans le Parti....

— Ou il ne l'a pas ; alors c'est une discussion de « café du commerce » : le camarade est un « critiqueur » qui ne fait pas de propositions « concrètes ».

(1) Est-il normal que, dans un Parti d'avant-garde, la moitié ou les trois quarts des camarades soient absents aux réunions ?

(2) Combien de jeunes ne font que « passer » 2 ou 3 ans dans le parti ?